



Service  
canadien du  
renseignement  
de sécurité

Canadian  
Security  
Intelligence  
Service



## COMPRENDRE L'APRÈS DAECH

POINTS SAILLANTS DE L'ATELIER

Canada



Pensez à recycler



Ce document est  
imprimé avec de  
l'encre sans danger  
pour l'environnement



Publication n° 2017-05-01 de la série *Regards sur le monde : avis d'experts*

Le présent rapport est fondé sur les opinions exprimées par les participants et les exposants, de même que sur de courts articles offerts par les exposants à l'occasion d'un atelier organisé par le Service canadien du renseignement de sécurité dans le cadre de son programme de liaison-recherche, ainsi que par Interaxions, le cercle de réflexion de la Direction Générale de la Sécurité Extérieure en France. Le présent rapport est diffusé pour nourrir les discussions. Il ne s'agit pas d'un document analytique et il ne représente la position officielle d'aucun des organismes participants. L'atelier s'est déroulé conformément à la règle de Chatham House; les intervenants ne sont donc pas cités et les noms des conférenciers et des participants ne sont pas révélés.

[www.scrs-csis.gc.ca](http://www.scrs-csis.gc.ca)

Publié en mai 2017  
Imprimé au Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada

---

# COMPRENDRE L'APRÈS DAECH

---

POINTS SAILLANTS DE L'ATELIER



## TABLE DES MATIÈRES

L'atelier et ses objectifs .....	1
Résumé .....	5
État actuel du conflit en Irak et réflexions sur l'avenir du pays après la reconquête de Mossoul.....	11
Le conflit en Syrie : Vers un dénouement ?.....	23
Évolution de la structure et de la stratégie de Daech .....	33
La campagne d'Europe de Daesh au cœur de sa dynamique mondiale .....	41
Notes .....	51
Annexe A – Ordre du jour .....	55
Annexe B – La liaison-recherche au SCRS.....	59
Annexe C – Interaxions .....	63



---

# L'ATELIER ET SES OBJECTIFS

---



Le 16 février 2017, le programme de Liaison-recherche du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) et Interaxions, le cercle de réflexion de la Direction Générale de la Sécurité Extérieure (DGSE) ont organisé conjointement un atelier visant à évaluer les conséquences possibles de la perte de territoire pour le groupe djihadiste connu sous le nom de Daech.

Tenu selon la règle de Chatham House, l'atelier était axé sur les travaux de quatre chercheurs du Moyen-Orient et d'Europe, ainsi que sur les observations de professionnels de la sécurité ayant acquis tout un éventail d'expériences au Canada comme à l'étranger. Les exposés présentés à l'atelier composent l'essentiel du présent rapport. Les opinions qui y sont exprimées appartiennent à ces experts indépendants et ne sont pas celles de la DGSE ou du SCRS.

La Liaison recherche du SCRS et Interaxions ont pour objectif de favoriser un dialogue entre des professionnels du renseignement et d'éminents experts qui œuvrent dans différentes disciplines au sein d'universités, de groupes de réflexion, d'entreprises privées ou d'autres établissements de recherche, en France, au Canada et ailleurs. Il se peut que certains spécialistes invités défendent des idées ou tirent des conclusions qui ne concordent pas avec les points de vue du SCRS ou de la DGSE, mais c'est précisément ce qui rend utile la tenue d'un tel dialogue.



---

## RÉSUMÉ

---



La situation en Irak laisse peu de place à l'optimisme. Il y a certes eu des progrès réels — quoique lents — dans la campagne pour reprendre Mossoul, mais l'efficacité et la détermination de Daech dans sa défense de la ville a rendu l'offensive difficile et forcé le gouvernement irakien à y déployer des unités stationnées dans d'autres provinces du pays. Cela a nui à l'exécution des opérations de stabilisation dans les autres régions à majorité sunnite, notamment dans la province d'Anbar, et permis à Daech de rétablir une présence dans d'autres, notamment autour de la ville de Tikrit. Selon un conférencier, la libération de Mossoul aura probablement lieu en 2017, événement qui soulèvera toutefois autant de problèmes qu'il en résoudra.

Le régime de Bachar al-Assad en Syrie, qui apparaissait pourtant vulnérable il y a quatre ans, est aujourd'hui en meilleure posture qu'à aucun moment depuis 2011, grâce aux interventions russe et iranienne. Ces appuis extérieurs ont permis de compenser les faiblesses majeures, au sol et dans les airs, de la machine militaire du gouvernement syrien. De plus, l'opposition est désorganisée et fragmentée, et ne pose donc pas une menace stratégique à la survie du régime Assad.

Après une période d'expansion qui a duré de 2014 à 2015, Daech a connu un déclin graduel. Principalement en raison de la pression exercée par la coalition menée par les États-Unis, le groupe a ainsi dû relever de nombreux défis de nature administrative et financière ou liés au recrutement.

Enfin, la « campagne d'Europe » de Daech est antérieure aux bombardements de la coalition, qui ont commencé en août 2014. Elle est donc préméditée, et non pas lancée en guise de représailles. Selon l'un des conférenciers, quatre sources alimentent la dynamique mondiale de Daech : la guerre contre la terreur menée par les États-Unis ; la contre-révolution lancée par plusieurs régimes arabes depuis 2011 ; l'affaiblissement, voire la disparition de plusieurs États arabes ; et la possibilité pour Daech de se construire un berceau à Raqqa.

Le deuxième fil conducteur de l'atelier a porté sur les grandes tendances qui guident aujourd'hui les évolutions politiques et sécuritaires en Iraq et en Syrie, et qui continueront à le faire au cours des douze à vingt-quatre prochains mois.

En Iraq, d'abord, la menace posée par Daech depuis 2014 a poussé le gouvernement à Bagdad et le gouvernement régional du Kurdistan à mettre de côté, temporairement, plusieurs de leurs nombreux différends. Cependant, l'affaiblissement de Daech est de nature à distendre les liens entre le pouvoir central et les autorités Kurdes et à provoquer, à terme, une réémergence des conflits qui avaient été plus ou moins subordonnés, depuis 2014, à la lutte contre cet ennemi commun. Plusieurs conflits latents depuis trois ans risquent donc de refaire surface en Irak en 2017 et en 2018, notamment entre Kurdes et chiites, et entre les deux principaux partis politiques kurdes.

On observe plusieurs tendances en Syrie. Les principaux groupes d'opposition sont de plus en plus divisés, fragmentés, souvent sous-équipés et démoralisés. À plusieurs égards, cette opposition se transforme peu à peu en insurrection rurale. Elle est également de plus en plus dominée par des groupes extrémistes islamistes, dont certains sont liés à al-Qaïda. Par ailleurs, l'intervention russe a permis à Moscou de se positionner comme acteur incontournable d'un éventuel processus politique en Syrie, ce qui était son objectif. Le conflit est ainsi de plus en plus régionalisé : le régime est dépendant de son soutien russe et iranien, alors que plusieurs factions de l'opposition armée sont parrainées par la Turquie, la Jordanie et les États-Unis. Malgré les succès du régime d'Assad et les difficultés de l'opposition, une solution politique et militaire au conflit demeure peu probable. Le conflit risque donc de se figer.

La trajectoire territoriale de Daech est à la baisse. Le groupe demeure solidement enraciné dans certaines régions, notamment dans l'est de la Syrie, mais c'est autant en raison de la faiblesse de ses adversaires locaux que de sa propre force. Cela influence les opérations d'information du groupe. Lorsque Daech était au sommet de sa force

en 2014, le groupe mettait en valeur les prouesses territoriales du califat ; aujourd'hui, il met beaucoup plus l'accent sur sa dimension spirituelle.

Le mouvement djihadiste n'évolue pas en vase clos en Irak et en Syrie. Daech n'est pas exogène à la société irakienne ; l'évolution du contexte politique en Irak et en Syrie aura d'importantes conséquences sur son évolution. Or cet environnement va demeurer propice — en raison de la guerre en Syrie et de la dysfonction politique en Irak — à l'épanouissement de groupes extrémistes sunnites, que ce soit Daech ou une nouvelle mouture.

Malgré l'affaiblissement de Daech, la campagne d'Europe du groupe risque de perdurer même après la chute du califat. En effet, le groupe a réussi à implanter des cellules dormantes sur le continent qui vont survivre à son projet territorial au Moyen-Orient.

Les conférenciers et participants à l'atelier se sont également penchés sur certaines des incertitudes quant à l'avenir de la région.

Comment, d'abord, vont évoluer les combats à Mossoul? Si une victoire militaire contre Daech dans la métropole du nord de l'Irak est très probable dans les prochains mois, la gestion de la ville par les autorités irakiennes soulève de nombreuses inquiétudes. Quelle forme de leadership sunnite remplira le vide laissé par l'effritement de Daech à Mossoul et, plus généralement, en Irak? Qui va constituer un pouvoir légitime et fonctionnel à Mossoul et dans les autres régions sunnites du pays? Les conférenciers croient qu'il est peu probable qu'on trouve des réponses à ces questions au cours des deux prochaines années. L'aliénation des sunnites en Irak et en Syrie, qui a été l'une des causes principales de l'émergence de Daech, risque de perdurer bien au-delà de l'affaiblissement du groupe. Les sunnites vont vraisemblablement demeurer hors du jeu politique aussi bien en Syrie qu'en Irak, rendant les régions à majorité sunnites des deux pays vulnérables à des groupes extrémistes, que ce soit Daech ou un groupe successeur.

Un conférencier a également souligné en particulier la complexité de la situation à Tal Afar, dans le nord-ouest de l'Irak. Plusieurs milices chiites se sont en effet empressées d'avancer sur la ville dès que la bataille de Mossoul a commencé au cours de l'automne 2016. Quelles seront les conséquences de la présence de ces milices, et donc de leur allié iranien? Comment va réagir la Turquie, qui ne voit pas cette présence d'un bon œil?

Enfin, les participants ont souligné que l'approche que choisira la nouvelle administration Trump, aux États-Unis, représente une dernière grande incertitude qui aura probablement une incidence considérable sur l'évolution politique et sécuritaire en Irak et en Syrie.

CHAPITRE 1

---

ÉTAT ACTUEL DU CONFLIT  
EN IRAK ET RÉFLEXIONS SUR  
L'AVENIR DU PAYS APRÈS LA  
RECONQUÊTE DE MOSSOUL

---



## Plus de questions que de réponses

Daech<sup>1</sup> est responsable dans une large mesure de la tournure violente des événements en Irak et dans la région depuis sa prise inattendue de Mossoul en juin 2014, laquelle a été lourde de conséquences. L'armée irakienne a pris du temps à se ressaisir à la suite des lourdes pertes infligées aux forces de sécurité irakiennes (FSI) et aux peshmergas de la région du Kurdistan à l'été de 2014. Toutefois, à la fin de 2015, des unités des FSI ont amorcé des opérations en vue de reconquérir les territoires perdus aux mains de Daech. Elles ont réussi à reprendre Ramadi en décembre 2015 et à libérer Falloujah en mai de l'année suivante<sup>2</sup>.

L'opération de reconquête de Mossoul, bastion de Daech dans le nord et siège du califat, a débuté à la mi-octobre 2016. Contrairement à la reprise de Ramadi et de Falloujah, la progression a été très lente, Daech ayant mis en place un dispositif de défense complexe qui a rendu l'avancée des unités des FSI dans Mossoul-Est (la « rive gauche ») plus difficile que prévu au départ. La lutte dans la moitié ouest de Mossoul (la « rive droite ») promettait d'abord d'être encore plus intense que dans l'est de la ville en raison de la géographie du terrain et de la plus grande densité de population. La réalité s'est toutefois révélée être plus complexe.

Contrairement aux attentes, les forces irakiennes sont constituées d'unités des forces du ministère de l'Intérieur, en particulier de sa division d'intervention d'urgence, plutôt que du Service d'antiterrorisme des FSI. D'importants secteurs de l'ouest de la ville ont été libérés à partir du 19 février, mais ces avancées rapides n'ont en rien amoindri la brutale résistance de Daech. Les combats se sont intensifiés considérablement quand les forces irakiennes ont investi le centre de la partie ouest, en particulier la vieille ville.

De plus, les forces irakiennes et leurs alliés occidentaux ont été contraints de suspendre l'offensive<sup>3</sup> après que des frappes aériennes sur le quartier de Jadida aient tué au moins 150 personnes le 17 mars. Les semaines à venir s'annoncent extrêmement difficiles, car les combattants de Daech assiégés, principalement originaires de Mossoul

même ou d'ailleurs dans la province de Ninive, se battront jusqu'au dernier souffle contre un ennemi irakien qui veut non seulement les défaire, mais les exterminer. Malgré cela Mossoul sera vraisemblablement libérée à l'été 2017.

Toutefois, cette libération suscite déjà plus de questions que de réponses. Que signifie vraiment la « libération » de Mossoul ? À quoi va ressembler la défaite de Daech ? Comment Daech réagira-t-il à la perte de la ville ? Qui gouvernera la province de Ninive et les autres régions de l'ancien « État islamique » dans les mois et les années à venir ? Et, élément sans doute le plus important, qu'est-ce que la libération de Mossoul et la défaite de Daech, quelle que soit la façon dont elles sont définies, signifient pour l'orientation future et la stabilité politique de l'Irak et, à terme, l'avenir même du pays ?

### **Accalmie entre deux tempêtes**

Il serait naïf de croire que le retrait de Daech de Mossoul marquera le début d'une nouvelle ère dans l'évolution politique de l'Irak, où tout rentrera dans l'ordre. Jusqu'à tout récemment, c'était sans doute ce qu'espéraient, assez naïvement d'ailleurs, les pays occidentaux et leurs organes médiatiques qui suivent la situation en Irak. En fait, ils ont eu tendance à voir Daech en particulier comme une organisation exogène à la société sunnite irakienne, comme l'était la nébuleuse al-Qaïda en Irak (AQI) d'Abou Moussab al-Zarkaoui<sup>4</sup>. Logiquement, le retrait de Daech devrait permettre un retour à la « normale » sur la scène politique irakienne. Toutefois, ce point de vue présuppose deux hypothèses importantes qui vont à l'encontre des faits. La première est que Daech est exogène à la société irakienne et la seconde, que la situation politique en Irak était à peu près normale sur le plan des relations entre les groupes ethniques et religieux, entre les régions, entre le gouvernement et les autres groupes au pouvoir et entre le centre et les régions. Ainsi, plutôt que de repartir sur de nouvelles bases à la suite des bouleversements vécus pendant la période de 2014 à 2017, sur les plans de la politique et de la sécurité, l'Irak de l'après campagne de Mossoul risque de replonger dans la tourmente qui a marqué les années 2010 à 2012. Toutefois, les événements liés à la prise, à l'occupation et à la perte du territoire

par Daech ne feront qu'amplifier la dynamique dangereuse et instable qui caractérisait cette période. Viendront exacerber la situation le renforcement de la position des Kurdes et la nouvelle lutte pour le pouvoir politique entre les partis chiites et les organisations qui se sont manifestées depuis l'été de 2014 où tout a basculé<sup>5</sup>.

*(...) l'Irak de l'après-campagne de Mossoul risque de replonger dans la tourmente qui a marqué les années 2010 à 2012.*

En examinant l'état actuel du conflit en Irak et ce que pourrait réserver l'avenir, le vieil adage selon lequel il vaut mieux se méfier de ce que l'on souhaite semble de plus en plus pertinent. Il est vrai que Daech a fait peser une terrible menace sur les Irakiens, et ce, non seulement sur les chiites et les Kurdes, mais aussi sur les sunnites. Sans les mesures énergiques des puissances occidentales et de l'Iran à l'appui des forces irakiennes et kurdes en Irak, d'une part, et des puissances occidentales, de l'Iran et de la Russie à l'appui (souvent conflictuel) du régime syrien, de l'opposition syrienne ou des forces kurdes en Syrie, d'autre part, l'effet transformateur d'une avancée de Daech et de la consolidation de sa position aurait bien pu menacer des pays au delà de l'Irak et de la Syrie et contribuer à redessiner les frontières de la région. Toutefois, le fait que Daech a à peu près été contenu en Irak, du moins depuis l'hiver de 2014, a effectivement créé un certain sentiment d'apaisement dans le reste de l'Irak, sauf chez les personnes vivant dans l'« État islamique » proclamé par Abou Bakr al-Baghdadi en juillet 2014. L'Irak connaît depuis un interrègne assez particulier marqué par une transformation de la vie politique. Pendant cette période, les partis chiites à Bagdad et dans le sud ont eu beaucoup tendance à se concentrer sur leurs propres états d'âme et, jusqu'en 2016, ont choisi pour la plupart de faire abstraction de la nécessité de vaincre Daech et de libérer les régions des provinces d'Anbar, de Ninive, de Salaheddine et de Diyala sous l'emprise d'Abou Bakr et de ses lieutenants. La communauté chiite a également adopté une attitude beaucoup plus militante et sectaire, une réaction compréhensible vu les ravages que les forces militaires à majorité chiite ont subis aux mains de Daech jusqu'en 2014. Par ailleurs, l'Iran en est venu à exercer

une influence sans précédent sur les institutions du gouvernement d'Irak et a réussi à renforcer son emprise sur les principales fonctions liées à la sécurité grâce à l'expansion des milices sous l'égide des Forces de mobilisation populaire (FMP ou *Hachd al Chaabi*), dont de nombreuses unités agissent directement au nom des Gardiens de la révolution islamique (GRI) d'Iran.

Les Kurdes ont sans doute profité encore plus que les chiites de la chute de Mossoul. Ayant échappé à un anéantissement presque complet en août 2014, lorsqu'un assaut sur plusieurs fronts de Daech a presque entraîné la perte d'Arbil, capitale de la région du Kurdistan, les Kurdes en sont ressortis beaucoup plus forts. Avec la protection de l'Iran au départ, puis avec un important soutien de l'Occident, les Kurdes défendaient, peut être pour la première fois de leur histoire, des intérêts qui cadraient directement avec ceux des puissances occidentales. D'abord perçu comme une influence déstabilisatrice sur la scène politique irakienne, à cause de ses demandes incessantes d'une plus grande autonomie en prévision d'une éventuelle sécession et des tensions entourant ses exportations de pétrole contestées, qui ont presque éclaté en conflit ouvert avec le gouvernement al-Maliki avant la chute de Mossoul en 2013, le gouvernement régional du Kurdistan (GRK) était maintenant un précieux allié dans la lutte contre le terrorisme international, occupant la première ligne dans la lutte contre le soi-disant État islamique. Pour les pays occidentaux qui étaient prêts à déployer leurs armées en Irak afin de libérer Mossoul, la présence de quelque 150 000 soldats kurdes (peshmergas) a fait des dirigeants kurdes des partenaires très appréciés qui devaient être soutenus et protégés et avec lesquels il fallait cultiver des relations.

La relation entre Arbil et Bagdad s'est également améliorée de façon marquée, notamment parce que les deux entités n'ont pas partagé de frontière pendant quelque temps après 2014. Le fait d'avoir Daech comme ennemi commun et de subir les pressions exercées par les puissances occidentales pour qu'elles se concentrent sur la menace que représentait le groupe plutôt que sur leurs propres luttes intestines, Arbil et Bagdad ont commencé à trouver des solutions à court terme aux problèmes qui empoisonnaient leur relation depuis

2003. Avec l'arrivée au pouvoir de Haïdar al-Abadi en septembre 2014, en remplacement de Nouri al-Maliki, les dirigeants kurdes avaient enfin quelqu'un avec qui ils pensaient pouvoir engager un dialogue constructif. Pendant cette période, des ententes ont été conclues sur l'exportation du pétrole de Kirkouk vers la Turquie, en passant par l'oléoduc situé dans la région du Kurdistan, et ce, avec l'aide directe apportée aux peshmergas par les militaires occidentaux et même la possibilité, invoquée tacitement, d'une éventuelle indépendance du Kurdistan, aussi lointaine soit-elle. Il restait, bien sûr, des points sensibles à régler, mais il demeurait que la présence de Daech créait de nouvelles réalités au sein de la région du Kurdistan et du gouvernement d'Irak, et entre ceux-ci, des réalités positives et séduisantes par rapport à ce qui avait existé avant la chute de Mossoul. Non seulement les relations interrégionales étaient meilleures, mais la situation politique dans les régions était plus stable, les contestations internes houleuses s'étant apaisées vu qu'Arbil et Bagdad étaient effectivement en guerre contre un ennemi commun. Du point de vue des Kurdes en particulier, mais aussi de celui des dirigeants chiites comme al-Abadi (sinon al-Maliki), un monde sans Daech créerait plus de problèmes, de préoccupations, d'instabilité et d'éventuels conflits qu'un monde où Daech occupe Mossoul.

### **État d'avancement de la campagne de Mossoul**

Comme il a déjà été mentionné, les unités des FSI se sont emparées en grande partie des secteurs est et nord de Mossoul, jusqu'au Tigre. Certaines personnes déplacées à l'intérieur du pays ont commencé à rentrer chez elles dans le secteur est de la ville, ce qui indique que la sécurité a été rétablie. Toutefois, la lutte pour libérer ce secteur de Mossoul semble avoir été intense et avoir été menée selon un rythme et une méthode dictés non pas par les FSI et leurs alliés occidentaux, mais par les commandants sur le terrain de Daech. La défense de Mossoul-Est semble avoir été assurée de façon très coordonnée et efficace, ce qui porte à croire que Daech possède une structure de commandement et de contrôle bien ordonnée et intégrée. Il semblerait aussi que les forces de Daech se soient préparées depuis 2014 à défendre la ville, en établissant un vaste réseau de tunnels et

d'habitations dont les murs intérieurs ont été enlevés afin de faciliter les mouvements rapides et indétectables. Loin d'être une force démoralisée à la structure floue, Daech à Mossoul semble être bien préparé et avoir un plan tactique efficace et détaillé qu'il suit de près, ce qui ne présage rien de bon pour les combats sur l'autre rive, c'est à-dire dans Mossoul-Ouest.

La configuration de Mossoul-Ouest n'est pas sans susciter de vives inquiétudes pour les stratèges des FSI. Il s'agit du cœur de la vieille ville arabe, ce qui signifie que ce secteur est beaucoup moins moderne que Mossoul-Est. Rappelant davantage une ville plus ancienne qui s'est construite au fil du temps, Mossoul-Ouest est caractérisé par une zone urbaine labyrinthique et dense, idéale pour les défenseurs dans les conflits urbains, mais posant des problèmes considérables pour ceux y mènent une offensive. En outre, c'est dans cette moitié de la ville que Daech a établi ses installations, ses organisations et ses centres symboliques, si bien que la lutte risque d'être encore plus intense.

Les très lourdes pertes subies par les unités des FSI qui se battent actuellement et, plus particulièrement, les principales unités des forces d'élite du contre-terrorisme (CTS ou Division d'or) ainsi que les 16<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> Brigades de l'armée viennent encore compliquer la situation<sup>6</sup>. Ces pertes ont obligé le premier ministre al-Abadi à accepter de déployer en renfort dans le nord d'autres unités des CTS et de l'armée stationnées à Bagdad ainsi que des militaires encore en entraînement, laissant ainsi dans un état précaire les opérations de stabilisation en cours dans la vallée de l'Euphrate ainsi que dans les provinces d'Anbar et de Salaheddine. Ces mouvements ne sont pas passés inaperçus, si bien qu'à la fin de janvier 2017, Daech a recommencé à mener des opérations autour de Tikrit, dans la province de Diyala, et dans la vallée de l'Euphrate. Il se préparait peut-être ainsi à rejoindre ses forces qui tentaient en même temps d'étendre leur contrôle sur la province de Deir ez-Zor, plus haut dans la vallée, en Syrie.

Afin de consolider sa position, la réponse du gouvernement irakien a été de garder dans le même secteur le Service d'antiterrorisme des

FSI et les divisions de l'armée irakienne qui avaient libéré la moitié est de Mossoul, en particulier la 16<sup>ème</sup> division et la 9<sup>ème</sup> division blindée - et non pas de les envoyer dans la partie ouest de la ville. Les principales unités envoyées au combat dans l'ouest sont tirées de la 3<sup>ème</sup>, de la 5<sup>ème</sup> et de la 6<sup>ème</sup> division de la police fédérale, de même que de la division d'intervention d'urgence. Cela représente un changement important, car ces unités n'ont pas été formées par des partenaires occidentaux et utilisent de l'équipement désuet, irakien ou soviétique. Elles sont dirigées par le ministre de l'Intérieur, Qasim al-Araji, qui est également commandant de l'Organisation Badr, milice chiite. Cette composition aura des conséquences sérieuses pour la stabilité de la région après l'opération : les forces qui occuperont alors Mossoul ne relèveront pas des FSI et seront associées aux Unités de mobilisation populaires ainsi qu'à l'un de leurs dirigeants les plus influents.

Aux problèmes du premier ministre en difficulté vient s'ajouter son incapacité à contrôler les unités des FMP. Même s'ils étaient bien conscients que le recours à des milices chiites pour lutter contre Daech à Mossoul posait problème, peu d'observateurs ont compris que des éléments des FMP tenaient beaucoup plus à prendre le village de Tal Afar, à l'ouest de Mossoul, alors qu'il semblerait que, pour leur part, les GRI cherchaient à s'emparer de l'importante base aérienne près de ce village. Ankara, ayant assumé de son propre chef le rôle de protecteur de la communauté turkmène sunnite majoritaire dans le village, s'est fermement opposé à l'offensive de la milice Badr contre Tal Afar à la fin d'octobre 2016. Al-Abadi se trouvait soudainement aux prises avec un double problème : la libération de Mossoul des mains de Daech et la décision possible de la Turquie de procéder brusquement à une intervention militaire directe ou indirecte, par l'intermédiaire des peshmergas du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), contre les FMP irakiennes qui, elles, bénéficiaient du soutien indéfectible de l'Iran. Afin de calmer le jeu, al-Abadi a encore une fois dû déployer plus d'unités des FSI à Tal Afar afin que les militaires se trouvant réunis à cet endroit aient l'air d'appartenir officiellement aux FSI et non à des « milices ». Cela signifiait encore une fois que des unités des FSI devaient être détournées de leurs plans et que les forces présentes dans Mossoul-Est auraient du mal à obtenir les

renforts nécessaires. La situation à Tal Afar demeurerait très instable en février 2017, la milice Badr étant sur le point d'entrer dans le village et les unités militaires turcs à la frontière étant prêtes à intervenir rapidement.

## **La stratégie évolutive de Daech en Irak et en Syrie**

Capable d'une fluidité considérable, Daech est une organisation qui tire des enseignements de toute situation, mêmes les plus difficiles. La production médiatique du groupe, il y a quelques mois déjà, faisait allusion à la chute éventuelle de Mossoul aux mains des ennemis de Daech. La rhétorique du groupe depuis a changé, mettant plutôt l'accent sur le besoin de défendre le soi-disant califat contre ses agresseurs et sur les éléments du projet politique de Daech qui survivront à la défaite du groupe à Mossoul. Daech pourrait bien avoir abandonné l'espoir de tenir la ville sur le plan stratégique, mais il poursuit toujours des objectifs tactiques précis : brutaliser les forces irakiennes et détruire la crédibilité des puissances occidentales et de la Russie. L'exploitation du bombardement de Jadida illustre cette approche.

Il semble que les dirigeants du groupe aient quitté Mossoul, et peut-être Raqqa aussi, il y a quelque temps pour se regrouper dans les villes le long de l'Euphrate entre l'Irak et la Syrie. Ils cherchent ainsi à mettre à l'épreuve les forces de Bachar al-Assad et s'assurer que l'YPG kurde craigne une éventuelle intervention de la Turquie, ce qui permet ainsi à Daech de tenir une partie du territoire du centre de la Syrie. En Irak, les attaques asymétriques, surtout autour des élections municipales de 2017 et des élections parlementaires de 2018, demeureront des tactiques de choix pour les combattants acharnés de Daech et les nombreuses nouvelles recrues qui proviendront de Ninive, de Diyala et d'Anbar après la libération de Mossoul. L'été 2017 s'annonce particulièrement dangereux.

## Problèmes politiques non réglés

La situation militaire paraît peut-être complexe et inquiétante, mais la situation politique suscite encore plus de préoccupations. On dit souvent que Mossoul ne compte pas suffisamment de dirigeants arabes sunnites, cependant, dans les faits, il y a beaucoup de dirigeants, mais aucune direction. On ignore, d'une part, qui, dans les rangs de la population de Ninive et de Mossoul, émergera pour occuper des postes de direction et, d'autre part, si les forces de libération accepteront que des chefs locaux se manifestent et prennent le contrôle de la situation.

*Il semble que les dirigeants du groupe aient quitté Mossoul, et peut-être Raqqa aussi, il y a quelque temps pour se regrouper dans les villes le long de l'Euphrate (...)*

Les aspirations des Kurdes viennent aussi compliquer la situation. Comme Ninive compte une importante population kurde et yazidie, Massoud Barzani, président de la région du Kurdistan, tient à faire en sorte que les Kurdes qui lui sont fidèles aient un rôle à jouer dans l'avenir de la ville. Il tente aussi de s'emparer de vastes pans de la province de Ninive, notamment les districts de Sinjar et de Zummar à l'ouest et au nord, et peut-être même le district de Hamdania à l'est.

Par ailleurs, ni les puissances irakiennes, kurdes ou occidentales ni les organisations internationales ne semblent se préoccuper des questions fondamentales de la prestation des services publics à Mossoul et de la mise en place d'un système judiciaire de transition, dont la nécessité se fera sans aucun doute sentir pour gérer les actes qui seront sûrement commis en représailles dans une région ayant subi autant de bouleversements.

Enfin, et c'est là peut-être l'élément le plus important, il ne semble pas y avoir de débat national sur le règlement du problème qui a incité au départ autant de sunnites à soutenir Daech, même passivement, à savoir la nature du dialogue politique entre le

gouvernement d'Irak et les communautés sunnites. Tant que les sunnites en Irak demeureront marginalisés, craindront toujours un gouvernement dirigé par des chiites à Bagdad et se méfieront des intentions d'un gouvernement du Kurdistan dans le nord, les provinces à majorité sunnite d'Irak constitueront un terrain propice au retour de groupes djihadistes ou nationalistes agressifs au cours des années à venir.

CHAPITRE 2

---

LE CONFLIT EN SYRIE :  
VERS UN DÉNOUEMENT ?

---



Depuis la fin de 2015, la dynamique fondamentale du conflit syrien a avantagé le régime de Bachar el-Assad, autrefois aux abois. La position dans laquelle il se trouve aujourd'hui, en Syrie comme dans le reste de la région, n'a jamais été meilleure depuis 2011.

Désormais, le régime Assad contrôle fermement les principaux centres urbains de l'ouest de la Syrie ainsi que la majeure partie de l'infrastructure essentielle, la capacité industrielle restante, les grands axes routiers et les aéroports. Il s'efforce dorénavant de venir à bout de la résistance qui persiste autour de Damas et d'Alep ainsi que dans les provinces de Deraa, Homs et Hama. Pour ce faire, il a recours à une combinaison d'emploi des forces, de sièges et de compromis tactiques pour briser et fractionner les forces rebelles et les civils.

L'intervention russe, qui a commencé en septembre 2015, a mis un terme à la compétition militaire dans laquelle étaient engagés le régime et l'opposition de 2012 à 2015, et a redonné l'avantage au régime Assad à moyen terme. Alors que les États-Unis avaient prédit un échec et un enlisement certain, la Russie a su tirer son épingle du jeu de façon inattendue, qu'il s'agisse de sa réputation, des conditions de sécurité ou des enjeux politiques et stratégiques. Moscou se trouve maintenant au cœur du jeu diplomatique de la crise syrienne et pourrait devenir le partenaire de l'administration Trump dans sa lutte contre Daech et d'autres groupes djihadistes.

Grâce à l'engagement des Russes et des Iraniens, le régime Assad peut dominer ses ennemis internes et externes. La Russie a réussi à dissuader les Occidentaux, les Turcs et les Arabes de répliquer et, dans les faits, a obtenu l'assentiment de la Turquie et de la Jordanie. Elle a pu ainsi interrompre les filières dont l'Arabie saoudite et le Qatar se servaient pour financer et armer, chacun de leur côté, différents groupes rebelles.

Le régime Assad a compensé sa grave pénurie de personnel militaire par une puissance de feu et des moyens aériens supérieurs utilisés de manière soutenue. Il a aussi tenté de remédier à ses carences en mettant sur pied des forces paramilitaires locales et en déployant un grand nombre de miliciens chiites étrangers. La coordination et

l'harmonisation du rôle de ces acteurs combattant aux côtés des forces conventionnelles permettront de déterminer en partie ce qu'il adviendra de la stratégie de consolidation et de stabilisation du régime.

La rébellion traditionnelle<sup>7</sup>, sous sa forme islamiste et nationaliste, ne représente plus une menace stratégique à la survie du régime Assad. Elle ne dispose plus des capacités nécessaires pour atteindre ses objectifs politiques et militaires déclarés. De plus, elle a du mal à défendre et à administrer les zones qu'elle occupe encore et qui rétrécissent.

Les revers militaires, les luttes intestines, la diminution de l'appui des acteurs de la région, et l'indécision des États-Unis qui ont concentré leurs efforts sur la lutte contre Daech ont eu des effets délétères sur la cohésion, le moral ainsi que la capacité et la situation militaires de la rébellion traditionnelle. Celle-ci s'est transformée en insurrection rurale capable de harceler le régime et ses forces alliées, mais pas de les vaincre. En outre, elle est devenue plus vulnérable au pouvoir de coercition ou de persuasion des djihadistes.

Désormais sans ambition nationale, les groupes de rebelles deviennent des supplétifs pour les acteurs de la région. Plusieurs factions arabes se sont alliées aux Unités de défense du peuple kurde (YPG), qui sont soutenues par les États-Unis, pour combattre Daech. Par ailleurs, de nombreuses factions islamistes et nationalistes dans le nord de la Syrie se sont jointes à l'offensive lancée par les Turcs contre Daech, offensive visant en grande partie à s'opposer aux prétentions des Kurdes. Dans le sud du pays, les factions qui forment le Front du Sud protègent la frontière avec la Jordanie et, du même coup, celle avec Israël ; on s'attend à ce qu'elles fassent obstacle à Daech et aux groupes affiliés à al-Qaïda et, plus tard, qu'elles les combattent.

En temps de guerre, la survie prime pour la plupart des gens et c'est elle qui dicte les choix. En outre, les populations ont tendance à suivre les vainqueurs. Par conséquent, le soutien ou l'assentiment (forcé ou *de facto*) à l'égard du régime Assad s'est accru, parce qu'il est vu comme le vainqueur. La plupart des Syriens qui ont été déplacés à l'intérieur du pays se sont rendus dans les régions tenues par l'armée syrienne,

où ils n'ont pas à craindre les bombardements du régime et où ils peuvent obtenir l'aide que ne reçoivent pas leurs compatriotes qui vivent dans les zones occupées par les rebelles.

Assad exécute un numéro d'équilibriste délicat à l'attention des deux pays qui le soutiennent, la Russie et l'Iran, dont les intérêts coïncident pour le moment, mais qui pourraient bien diverger plus tard. Il a l'avantage de ne pas être entièrement redevable à un unique protecteur ni de dépendre entièrement d'un seul soutien externe. Par contre, la Russie et l'Iran n'ont pas les moyens de l'aider à se rétablir complètement et à reconstruire la Syrie.

La Russie se trouve maintenant dans une position où elle peut influencer la diplomatie en Syrie. En sollicitant le concours de l'Iran et de la Turquie, elle a créé un système pour gérer les rivalités régionales au sujet de la Syrie qui relègue les États du Golfe, les gouvernements européens, les États-Unis et l'ONU dans des rôles de second plan, sans véritable influence. Le processus d'Astana a en partie pour but de redéfinir les termes d'un règlement politique en passant d'une transition nécessaire à un ensemble d'arrangements qui réduirait officiellement les pouvoirs du président syrien tout en permettant à Assad de rester en place. De plus, ce processus offre l'occasion d'affaiblir l'opposition syrienne en exacerbant ses divisions internes, et d'amener la prétendue « opposition loyale » à participer aux pourparlers.

Il demeure peu probable que l'on parvienne à un règlement politique sous les auspices de l'ONU ou de la Russie. Néanmoins, la majorité des parties seraient satisfaites si l'on pouvait retarder les discussions sur le devenir d'Assad, geler le conflit, réduire la violence et créer des zones de contrôle.

Les revers militaires et la désorganisation politique de l'opposition ont forcé ses alliés dans la région à reconsidérer leur démarche. Malmenés et confrontés à l'usure et au désengagement des pays occidentaux, la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite n'ont dorénavant plus de stratégie ni de but commun en Syrie. Pour la Turquie, lutter contre Daech et mettre un frein aux ambitions kurdes passent avant

l'éviction d'Assad. L'Arabie saoudite, éparpillée dans la région et enlisée dans une intervention coûteuse au Yémen, a relégué la Syrie au second plan. Quant au Qatar, encore sous le choc de ses revers dans la région, il panse ses plaies.

Sur la scène internationale et dans la région, le régime Assad annonce la couleur : fort de ses succès militaires, du soutien des Russes et de l'importance accordée par l'administration Trump à la lutte contre Daech, il mise sur sa possible normalisation par la communauté internationale. Cette normalisation est essentielle pour que le régime reçoive l'aide financière nécessaire à la reconstruction. Pour les éventuels donateurs, la difficulté sera d'obtenir suffisamment de concessions du régime pour ne pas sembler financer la stratégie de lutte contre l'insurrection ni la stabilisation d'Assad.

Pour des raisons de commodité, parce que cela l'arrangeait et qu'il avait d'autres priorités, jusqu'à l'été de 2014, le régime Assad n'a pas fait grand cas des groupes djihadistes sunnites. Les groupes de rebelles traditionnels et les désertions constituaient la principale menace pour le régime. La montée de Daech, du Front al-Nosra et d'autres groupes extrémistes a validé les explications du régime au sujet du soulèvement, a provoqué une désaffection de grands segments de la société syrienne à l'égard de l'opposition, a modifié les calculs et les priorités des pays occidentaux, a permis d'obtenir le soutien des Russes, des Iraniens et des chiites, a piégé les groupes de rebelles qui coopéraient avec ces factions djihadistes, et, en fin de compte, a divisé les rebelles. Cette situation avantageuse a cessé en 2014. Toutefois, la lutte contre les rebelles traditionnels, qui représentaient une menace plus immédiate, est demeurée une priorité pour le régime.

### **Conséquences pour le paysage djihadiste en Syrie**

Même si c'est Daech qui fait le plus souvent la une des journaux et qui oriente la politique, le milieu djihadiste sunnite est vaste, diversifié, fragmenté et fluide en Syrie. Il n'est pas isolé de la dynamique expliquée en détail ci-dessus ; au contraire, celle-ci exerce une influence déterminante sur lui.

Il est facile à comprendre pourquoi Daech est la priorité depuis 2014 : l'organisation djihadiste présente un problème unique par la brutalité de ses méthodes grand-guignolesques, son comportement génocidaire, ses ambitions territoriales, son désir d'hégémonie et son emprise mondiale. La lutte contre Daech est devenue la pierre angulaire de l'intervention internationale en Syrie et en Irak. Des ressources militaires considérables et un capital politique énorme ont été investis pour repousser le groupe et, en définitive, le vaincre. Les pertes, qu'il s'agisse de territoire, de dirigeants, de combattants, de ressources ou de prestige, ont un effet débilisant pour Daech. Cela dit, en se concentrant complètement sur celui-ci, les parties en présence n'ont pas tenu compte des grandes tendances influant sur l'univers des rebelles, des islamistes et des djihadistes ou n'y ont pas accordé suffisamment d'importance. Elles ont sous-estimé la manière dont la lutte contre Daech façonnerait le champ de bataille et le macro-environnement, et ont négligé la création de politiques viables visant à stabiliser la Syrie.

Daech est maintenant largement honni par les membres de l'opposition en Syrie pour la brutalité avec laquelle il s'impose, pour la discorde qu'il a semée au sein de la rébellion, pour avoir détourné des ressources qui devaient servir à affaiblir Assad, et pour avoir provoqué un changement dans la politique internationale et régionale qui profite au président syrien. Par conséquent, il est peu probable que Daech tire parti de l'affaiblissement des forces rebelles et islamistes ; il est isolé sur le plan politique et militaire. Lorsqu'il aura perdu al-Bab, Raqqa et Deir ez-Zor, Daech survivra sans doute sous une forme moins virulente dans le désert de la Syrie et de l'Irak, mais il y a peu de chances qu'il participe de près à l'établissement de l'ordre syrien.

Au lieu de cela, le bénéficiaire principal de l'affaiblissement de Daech et de la crise existentielle qu'a connue la rébellion traditionnelle a été le Front al-Nosra — qui s'est rebaptisé par deux fois, prenant d'abord le nom de Front Fatah al-Cham pendant l'été de 2016, puis celui de Hayat Tahrir al-Cham (HTS) après avoir absorbé plusieurs factions islamistes et djihadistes au début de 2017. Le groupe djihadiste, qui est affilié à al-Qaïda, s'est servi du nord-ouest de la Syrie comme d'une base principale où il a attiré par la ruse, piégé, récupéré et vaincu

d'autres groupes de rebelles syriens. En accordant apparemment la priorité à la lutte contre Assad et les administrations locales plutôt qu'à la mise en place d'un État officiel, il a cultivé une image positive dans les collectivités locales syriennes, obtenant de la société une certaine protection et gagnant en légitimité. Cependant, il s'est également heurté à une certaine résistance à l'échelle locale dans toute la Syrie.

*(...) le bénéficiaire principal de l'affaiblissement de Daech et de la crise existentielle qu'a connue la rébellion traditionnelle a été le Front al-Nosra (...)*

Depuis la défaite des rebelles à Alep, on assiste à une grande réorganisation, attendue depuis longtemps, au sein des milieux djihadistes et islamiques qui ne sont pas liés à Daech. Motivées par les différences qui les séparent en matière d'idéologie, de stratégie et d'alliances régionales, les factions qui se trouvent à Idlib et dans l'ouest de la province d'Alep s'unissent autour de deux groupes rivaux : le HTS et Ahrar al-Cham, puissant groupe salafiste évoluant dans une zone grise et comptant des éléments djihadistes parmi ses dirigeants et ses membres.

Le HTS, qui a été, à une époque, essentiel à l'action militaire des rebelles et qui a réussi, ne serait-ce que brièvement, à briser le siège d'Alep pendant l'été de 2016, a affirmé que l'absence de pureté idéologique et la dépendance aux soutiens étrangers sont les principales raisons de l'échec de la rébellion. En exprimant ce point de vue djihadiste inflexible, le HTS s'expose aux attaques d'Assad, des Russes, des Iraniens et des pays occidentaux. Le HTS refuse que les rebelles participent aux pourparlers politiques avec le régime Assad sous les auspices des Russes ou de l'ONU.

En revanche, Ahrar al-Cham dépend de plus en plus du soutien de la Turquie et il a fait siennes les priorités d'Ankara. Les groupes rebelles et islamiques plus petits le suivent dans ce mouvement, cherchant sa protection et l'accès aux ressources fournies par la Turquie. Ahrar al-Cham, suivant les conseils des Turcs, soutient le

processus diplomatique. Le groupe est perçu comme un intermédiaire subordonnant les intérêts syriens à ceux des puissances externes qui ont abandonné la cause de la révolution.

L'affaiblissement de Daech s'accompagne de la réapparition et de l'exacerbation de clivages, anciens et nouveaux. Pour les groupes qui combattent Daech, la lutte vise essentiellement à défendre leurs intérêts et n'est bien souvent qu'un prétexte. Les diverses factions en présence (les YPG kurdes, les forces d'Assad, les milices chiites en Syrie, les groupes de rebelles en Syrie, les peshmergas kurdes, les milices chiites en Irak, les forces de sécurité irakiennes, et les forces tribales sunnites en Irak) se querellent déjà au sujet des territoires, des doléances, du prestige et du pouvoir. Ces contentieux sont exacerbés par la participation d'acteurs externes (les États-Unis, l'Iran, la Turquie et la Russie), qui ont tous hâte de vaincre Daech, mais qui n'arrivent pas à harmoniser leurs intérêts et leurs stratégies. Les risques d'affrontements dans le nord de la Syrie alors que ces forces se disputent le territoire de Daech sont élevés. La solidité de l'arrangement entre les Russes et les Turcs et l'influence qu'ils ont sur leurs alliés et supplétifs respectifs vont sans nul doute être mises à l'épreuve.

La concentration de forces rebelles, islamistes et djihadistes dans le nord-ouest de la Syrie crée un problème unique. La Turquie souhaite contenir le HTS à l'aide de ses alliés locaux, mais elle ne cherche pas sa défaite complète, car il sert de contrepoids à Assad. Ce dernier a l'intention de reprendre entièrement Idlib, privant ainsi les dernières forces rebelles de l'accès à la Turquie. La Russie, dont l'aide serait essentielle, y bombarde des objectifs, mais elle ne semble pas vouloir s'emparer totalement de la région, en partie pour ne pas compromettre ses arrangements avec la Turquie. Les États-Unis voient de plus en plus le HTS comme une menace immédiate et organisent des frappes contre ses dirigeants. Il se pourrait fort qu'Idlib devienne une zone de combat anarchique livrée à tous.



CHAPITRE 3

---

ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE ET  
DE LA STRATÉGIE DE DAECH

---



L'objectif ultime du groupe connu sous le nom de Daech est de créer un État et, plus précisément, un califat régi exclusivement par la charia. La réalisation d'un tel projet nécessite la mise en place d'une structure de gouvernance et d'un système administratif. C'est d'ailleurs ce qu'a fait Daech dès la création de sa première structure de type étatique, l'État islamique en Irak, annoncée en octobre 2006. Il a effectivement formé deux cabinets de ministères, le premier en 2007 et le second, en 2009. Ce dernier a subi de lourdes pertes dans la foulée du mouvement de la Sahwa<sup>8</sup>, une force composée d'Arabes membres de tribus sunnites et d'anciens insurgés qui, avec le soutien des États-Unis, a combattu l'État islamique en Irak de 2007 à 2009. Ces ministères n'exerçaient aucune autorité administrative concrète sur le terrain, et ce, en partie parce que, à ce moment-là, l'État islamique en Irak ne s'était pas ancré sur suffisamment de territoire contigu pour poursuivre son objectif — ce concept est d'ailleurs bien rendu par le mot arabe *tamkin* qui désigne le besoin de renforcer ses positions sur un territoire pour réaliser un projet politique. Le groupe s'est plutôt enlisé à Mossoul, où il a prospéré en tant qu'organisation criminelle grâce à l'extorsion de fonds auprès d'entreprises et d'institutions.

Ce n'est que lorsque le groupe s'est implanté officiellement en Syrie, sous le nom d'État islamique en Irak et au Levant (EIIL, ou Daech), en avril 2013, que la consolidation du principe du *tamkin* s'est amorcée et qu'une structure de gouvernance bureaucratique plus complexe a commencé à voir le jour. Le chef du groupe, Abou Bakr al-Baghdadi, a alors tenté d'absorber le Front al-Nosra, organisation djihadiste syrienne qu'il avait contribué à mettre sur pied en 2011 en le dotant d'effectifs et de fonds.

Au départ, la stratégie d'expansion de Daech en Syrie reposait sur l'acquisition progressive de territoires et d'influence, et ce, d'une part, en se ralliant à d'autres factions d'insurgés pour mener des offensives contre les bases et les positions du régime en vue de se procurer des armes et, d'autre part, en s'emparant de bases situées sur les territoires des insurgés. Ces bases étaient partiellement protégées par les membres du Front al Nosra qui avaient fait défection et s'étaient joints à Daech, même si le chef d'al-Qaïda, Ayman Al-Zawahiri, avait

dénoncé ce dernier et ordonné sa dissolution et son retour en Irak. Daech a quand même réussi à s'emparer de nouveaux territoires et à accroître sa présence. Deux grandes institutions ont vu le jour à la suite de cette expansion en 2013 : le Bureau de la Dawa<sup>9</sup>, qui menait des activités de prosélytisme et de prédication, et le tribunal islamique. L'acquisition de nouvelles bases a créé une dynamique évolutive, qui a amené le groupe à accroître son recrutement, à recueillir des renseignements sur les factions rivales, à assassiner des opposants et à tenter d'autres prises de contrôle, y compris de villages frontaliers du nord de la Syrie comme Azaz, Jarablus et al-Dana.

Les dirigeants de Daesh ont arrêté leur choix sur Raqqa comme principal centre du pouvoir du groupe en Syrie, même si certains détracteurs jugeaient qu'Alep devait jouer ce rôle étant donné ses ressources militaires et industrielles, sa position plus stratégique et sa population plus importante. On ignore à quel moment exactement la décision de faire de Raqqa la « capitale » du groupe a été prise, mais l'importance de la ville dans les projets de Daech est devenue évidente au cours de la deuxième moitié de 2013. C'est alors que le groupe a commencé, à des fins prosélytes, à afficher des panneaux qui indiquaient ce qui, selon lui, constituait un idéal en matière de tenue pour les femmes et faisaient état des mérites de la charia par rapport à d'autres régimes de droit.

Le projet général d'expansion de Daech a changé lors de l'offensive lancée contre lui par les insurgés syriens au début de 2014. Les premiers affrontements ont éclaté dans le nord ouest de la Syrie et se sont étendus dans tout le nord et l'est du pays. Ils ont mené au retrait de Daech de plusieurs régions (dont l'ensemble du territoire des provinces d'Idlib et de Lattaquié), mais aussi à une consolidation des territoires contigus sous son emprise, autour de la ville de Raqqa et dans l'est des provinces d'Alep et de Hassaké. Cette consolidation a permis à Daech de mettre en place une structure de gouvernance plus complexe tout au long de la première moitié de 2014. L'extension des services administratifs, y compris des services publics — qui, en 2013, n'existaient que sous une forme rudimentaire dans quelques fiefs de l'« émirat » situés dans des villages frontaliers du nord — a

permis d'assurer des services d'intérêt général à Alep en obtenant la collaboration de la population.

Les avancées spectaculaires du groupe en Irak, comme en témoigne principalement la prise de villes comme Mossoul et Tikrit en juin 2014, constituent probablement le principal facteur qui l'a poussé à proclamer un soi-disant califat et à modifier son nom d'État islamique en Irak et au Levant pour adopter celui d'État islamique. Dans sa propagande, il célébrait l'abolition des frontières entre l'Irak et la Syrie. Dans la foulée de la proclamation du califat, le 29 juin 2014, le groupe a procédé à la création d'une série de *diwans* (bureaux administratifs) officiels. Un peu à l'exemple des gouvernements reconnus, ces *diwans* jouent un rôle de premier plan au sein de l'administration de Daech ainsi qu'à l'échelle régionale dans les nombreuses *wilayas* (provinces) du groupe. Il existe actuellement 19 *wilayas* en Irak et en Syrie et 16 dans d'autres pays, à mesure que Daech tente d'accroître sa popularité à l'échelle mondiale.

Daech a créé, par exemple, le *Diwan al-Ta'aleem*, qui s'occupe d'éducation, le *Diwan al-Siha*, qui est chargé des soins de santé, et le *Diwan al-Hisba*, qui est garant de la moralité publique des musulmans. Outre les *diwans*, d'autres organes administratifs ont vu le jour depuis la proclamation du califat, dont la *Hay'at al-Hijra* (« Commission Hijra »), qui s'occupe de migration, et l'*Idarat al-Wilayat al-Ba'ida*, qui gère les relations entre le noyau de Daech en Irak et en Syrie et les *wilayas* à l'extérieur de la région. Dans une vidéo de propagande intitulée « The Structure of the Caliphate », Daech met l'accent sur le caractère moderne de sa bureaucratie<sup>10</sup>.

Même si, à première vue, la vidéo est impressionnante, il convient d'évaluer avec discernement la véritable nature de la bureaucratie de Daech. Il existe un fossé entre l'image parfaite de bureaux minutieusement organisés et la réalité sur le terrain. D'après les données disponibles, les noms peuvent varier d'une région à l'autre, les fonctions des différents *diwans* se chevauchent et certains organes administratifs ne sont tout simplement pas mentionnés dans la vidéo. C'est d'ailleurs le cas du *Diwan al-Aqarat-wa al-Kharaj* (bureau des biens

immobiliers et de l'impôt foncier), qui s'occupe des demandes de résidence et d'utilisation de terres pour l'établissement de bases. On serait porté à penser, d'après la vidéo, que c'est le bureau de la justice (*Diwan al-Qada wa al-Madhalim*) qui s'occupe de telles questions, étant donné qu'il aurait joué un rôle dans la saisie de biens immobiliers pour diverses raisons.

Alors que la campagne de la coalition dirigée par les États-Unis se poursuit pour la troisième année, il est évident que, dans la réalisation de son projet, Daech se heurte à de nombreux problèmes sur les plans du financement, de l'effectif et de l'administration, problèmes qui l'ont obligé à s'adapter de différentes façons. Les données disponibles révèlent que les services administratifs de Daech ont été perturbés. Par exemple, des documents montrent que Daech a réagi en transférant certaines fonctions liées à l'administration des impôts et à l'éducation à al-Bab, qui était devenue son principal fief dans la province d'Alep après la perte de Manbij aux mains des Forces démocratiques syriennes (surtout formées de Kurdes).

Les documents révèlent en outre que les frappes aériennes ont fragilisé la structure de gouvernance de Daech. Par exemple, le bureau de la distribution des ressources naturelles — chargé de superviser le commerce des ressources pétrolières et gazières et d'assurer la gestion de trois marchés pétroliers dans la province de Ninive (qui comprend Mossoul) — a signalé au responsable du bureau, Abou Moussab al-Iraqi, au début d'octobre 2016 que sa production globale avait diminué du tiers à cause des frappes aériennes de la coalition sur le marché pétrolier de Mossoul.

En outre, le nombre de membres haut placés du groupe tués lors de frappes aériennes et de raids donne à penser que des agents de renseignement étrangers l'ont infiltré. Daech a réagi en réduisant l'accès à Internet de la population sur laquelle il exerce une emprise et est même allé jusqu'à imposer une interdiction complète à Mossoul, attestée par de nombreuses sources, avant le début de la campagne de reconquête de la ville. Il semble que l'accès à Internet soit encore permis, mais seulement dans des centres autorisés par Daech. La

réduction des « privilèges » accordés aux combattants, tels que l'accès à l'électricité et le versement des salaires et des loyers, témoigne enfin des problèmes financiers du groupe.

Les perspectives à long terme sont peu favorables pour Daech. Certaines régions, notamment celles détenues par le groupe dans la province de Deir ez-Zor, ne devraient pas être contestées à court terme à cause du manque d'acteurs locaux pouvant opposer une résistance. Cependant, plutôt que de mettre en évidence la force de Daech, de récents événements, comme la reconquête de Palmyre par le groupe et la lutte en vue de lui reprendre al-Bab, ont fait ressortir les faiblesses chroniques de ses ennemis : pénuries d'effectifs à l'appui du régime et rebelles mal entraînés et divisés en factions beaucoup trop nombreuses.

*Les perspectives à long terme sont peu favorables pour Daech.*

Toutefois, ces problèmes ne modifient pas la tendance qui se dessine. Dans ses discours destinés tant à ses membres qu'à un public plus vaste, Daech a tenté de réfuter l'idée selon laquelle la perte du contrôle de territoires aboutira à l'effondrement du califat. Le porte-parole de Daech, Abou Mohammed al-Adnani, a d'ailleurs insisté sur ce message dans son dernier discours enregistré, en mai 2016. Il a tourné en ridicule l'idée selon laquelle la reprise de Syrte (le principal bastion de Daech en Libye), de Mossoul et de Raqqa sonnerait le glas du califat. En invoquant comme précédent historique les pertes de l'État islamique en Irak, al-Adnani a déclaré : « La perte des villages en Irak et notre séjour dans le désert, alors que nous n'avions ni villages ni terres, ont ils mené à notre défaite ? ». Ces propos ont été présentés dans un extrait d'une publication interne diffusée par le *Diwan al-Da'wa wa al-Masajid* dans la région de Tal Afar, intitulée « The Caliphate Will Not Vanish ». On y affirme que nombreux sont ceux qui ont oublié que l'État islamique n'est pas un État au sens traditionnel, c'est-à-dire une entité qui occupe des terres ou des régions géographiques.

De tels messages ne cadrent cependant pas tout à fait avec l'intense propagande que le groupe a diffusée tout au long de 2014-2015 où il insistait sur son statut d'État et sur la vie sous le régime du califat. Ces facteurs ont bel et bien contribué à une augmentation marquée du recrutement de combattants étrangers après juin 2014. Maintenant qu'il lui est extrêmement difficile de faire entrer des combattants en Syrie et en Irak, Daech espère que les combattants étrangers et d'autres partisans mèneront des actions en Occident au titre de soldats du califat. Ainsi, selon la citation d'un certain Abu Talha al-Maghrebi du Conseil de la choura de Daech reprise dans la publication du *Diwan al-Da'wa wa al-Masajid* : « les Occidentaux ont oublié que les enfants de la génération du califat ont grandi en leur sein et se préparent à la bataille au cœur même de leurs demeures, car si aujourd'hui le califat se trouve en Irak et à al-Cham, demain, il sera aux portes de la Maison-Blanche, étant donné qu'ils ne savent pas par quelle épée ils seront frappés ».

Sur le terrain en Irak et en Syrie, on voit déjà les effets d'un éventuel effondrement de Daech. Dans la province de Diyala, par exemple, où Daech a officiellement perdu son emprise sur le territoire au début de 2015, on rapporte encore constamment des opérations menées par des cellules du groupe, que ce soit des attentats à la bombe, des assassinats, des raids contre les forces de sécurité, la tenue de soi disant *madhafat* (maisons d'accueil), l'infiltration de combattants d'autres régions, entre autres. Ces opérations en territoire ennemi sont qualifiées d'*amiliyat amniya* (« opérations de sécurité »). Il s'agit d'une forme de résistance beaucoup plus simple et beaucoup plus primitive que la structure de type militaire créée par le califat, le *Diwan al-Jund* (bureau de l'armée). Pourtant, le nouveau mode de fonctionnement de Daech peut se révéler efficace dans un milieu déchiré par des clivages ethniques et religieux. De façon plus générale, il peut aussi permettre au groupe d'exploiter les mauvaises conditions de sécurité liées à la prolifération des milices partout en Irak et en Syrie. Autrement dit, les terroristes et les insurgés de Daech continueront de représenter une menace pendant bien des années encore.

CHAPITRE 4

---

LA CAMPAGNE D'EUROPE  
DE DAESH AU CŒUR DE SA  
DYNAMIQUE MONDIALE

---



Daech a été proclamé en avril 2013 dans la ville syrienne de Raqqa, après y avoir liquidé les groupes révolutionnaires qui en avaient eux-mêmes délogé les forces pro-Assad un mois plus tôt. Il faut attendre à peine plus d'un an pour que Daech lance sa « campagne d'Europe » avec l'attentat contre le Musée juif de Bruxelles qui fait quatre morts en mai 2014. Cette « campagne » est donc bien antérieure aux bombardements contre Daech de la coalition menée par les États-Unis, à partir d'août 2014 en Irak, et de septembre en Syrie.

Il importe de souligner que les attentats qui ont depuis ensanglanté Paris, Bruxelles, Nice ou Berlin ne constituent dès lors pas des « représailles » djihadistes à des opérations occidentales, mais bel et bien le fruit d'une campagne préméditée que la coalition n'a pas été en mesure d'entraver complètement. Certes, la capacité d'initiative de Daech a été sensiblement dégradée, mais elle reste extrêmement périlleuse.

L'objectif de Daech en Europe est double : prouver qu'une coexistence avec les « infidèles » est impossible (la France et l'Allemagne étant particulièrement visées, l'une pour accueillir les plus importantes communautés musulmane et juive d'Europe, l'autre pour sa généreuse politique envers les réfugiés) et encourager de ce fait les « montées au djihad » à partir de l'Europe. Les recrues européennes, au-delà de l'effet d'aubaine en termes de propagande, sont précieuses à Daech pour le quadrillage des populations locales, en Syrie bien plus qu'en Irak.

Deux critères sont à prendre avec la plus grande précaution dans l'évaluation de la dynamique globale de Daech : celui des pertes officiellement infligées par la coalition et celui des pourcentages de territoire « reconquis ». Le premier critère, au-delà de son caractère contestable, a l'inconvénient d'être « statique », ne rendant ainsi pas compte des flux et de leur tendance. Le second critère fait pour sa part l'impasse sur l'importance symbolique de certaines implantations, même limitées (ainsi le piémont du Golan pour « l'armée de Khaled Ben Walid », affiliée à Daech). Il évacue surtout le contraste entre l'aspect fulgurant de certaines avancées de Daech, notamment en

Irak en juin-juillet 2014, et le caractère très laborieux des opérations de « reconquête ».

Au-delà de l'erreur de perception d'un bloc anti-terroriste qui se croit partout en initiative, il y a l'incapacité persistante, liée à une certaine culture politico-militaire, d'assumer la radicale nouveauté de l'ennemi Daech. Il s'agit en effet d'une al-Qaïda (la *base* en arabe) qui a réussi dans les deux dimensions de la « base » territoriale et de la « base » de données transnationale. Le transnational se nourrit du territorial et réciproquement, dans une dialectique qui relativise les approches strictement géographiques (le pire attentat à Bagdad suit de peu la « victoire » de Fallouja en juillet 2014 et coïncide avec une frappe inédite contre Médine). Non, Daech ne se « venge » pas, par de tels attentats, de revers infligés sur le terrain : il mène de front sa conduite opérationnelle au niveau territorial et au niveau transnational.

Sur ces deux niveaux étroitement liés, l'année 2016 n'a apporté que deux bonnes nouvelles du point de vue européen : la chute du bastion djihadiste de Syrte en Libye, d'une part, et le lancement de l'opération « Bouclier de l'Euphrate » par la Turquie et ses protégés en Syrie, d'autre part. La première a éliminé un foyer de Daech au flanc sud de l'Europe et la seconde a enfin coupé le corridor de transit (aller et retour) entre le théâtre syro-irakien et l'Europe.

Plus généralement, les quatre sources où Daech alimente sa dynamique globale sont loin d'être taries, et c'est l'euphémisme d'un ancien diplomate :

1. La « guerre globale contre la terreur » de George W. Bush, qui avait permis à la matrice de Daech, la branche irakienne d'al-Qaïda, de s'implanter au cœur du Moyen-Orient, a cédé la place depuis septembre 2015 à la « guerre globale contre la terreur » de Vladimir Poutine, qui s'avère tout aussi profitable pour l'enracinement et l'expansion actuels de Daech (en effet, cette globalisation de l'anti-terrorisme, en niant les dynamiques locales, favorise la globalisation de la terreur de type djihadiste).
2. La contre-révolution arabe, déchaînée après les soulèvements populaires de 2011, est renforcée matériellement et militairement

par cette mobilisation anti-terroriste qui est de fait anti-islamiste en Égypte et en Libye, voire anti-sunnite en Syrie et au Yémen. Il convient toutefois de faire une distinction entre le concours indirect que la violence des « maréchaux » Abdelfattah Sissi et Khalifa Haftar apporte aux implantations locales de Daech, d'une part, et la collaboration de fait que le régime Assad et les fidèles d'Ali Abdallah Saleh, dominants militairement à Sanaa, pourraient, d'autre part, avoir noué avec les djihadistes locaux.

3. La disparition des États arabes du devant de la scène moyen-orientale, particulièrement cruelle en Syrie comme la récente conférence d'Astana s'est déroulée sous le triple parrainage de la Russie, de la Turquie et de l'Iran, ce qui permet à Daech de revendiquer une forme dévoyée de « nationalisme arabe », exacerbée par la polarisation entre sunnites et chiites que la montée en puissance de Téhéran encourage partout. L'historien rappellera ici qu'il faut remonter à la période antéislamique pour retrouver un engagement de la Perse à Alep, et *a fortiori* au Yémen.
4. Le fait que Raqqa, berceau de Daech et foyer de sa planification « globale », demeure épargnée par les mobilisations et focalisations parallèles des États-Unis sur Mossoul et de la Russie sur Alep.

Les quatre processus énumérés ci-dessus se confortent mutuellement. L'administration Obama avait été incapable d'en renverser la tendance, mais au moins elle ne les encourageait pas, ce qui paraît au contraire la tentation forte au sein du nouveau gouvernement américain. Il faudra attendre pour être en mesure d'évaluer le plan demandé par le président Donald Trump. Mais on peut d'ores et déjà s'attendre à une escalade militaire alimentant l'escalade terroriste, avec des « gains » territoriaux ne faisant qu'amplifier la dynamique globale de Daech.

À ce stade, la situation sur le terrain syro-irakien demeure calamiteuse : Daech apparaît comme le grand vainqueur de la bataille d'Alep, dont il était paradoxalement absent, mais dont il a profité pour reprendre Palmyre (resté donc seulement huit mois

« libérée »), pour resserrer le siège de Deir ez-Zor et pour s'enraciner dans les deux triangles frontaliers (aux trois frontières entre Israël - en fait le Golan occupé -, la Jordanie et la Syrie, d'une part, et aux trois frontières entre l'Irak, la Jordanie et la Syrie, d'autre part) ; Daech, fermement ancré à Mossoul-Ouest, a pu reprendre l'initiative à Tikrit, dans la province de Diyala et, même, dans la vallée de l'Euphrate, par exemple à Ramadi.

Ces évolutions syro-irakiennes ont de sérieuses répercussions sur le recrutement international et la dynamique mondiale de Daech. Le discours anti-djihadiste des décideurs et des médias occidentaux fait en effet preuve d'une inquiétante « dissonance cognitive », comme on le décrit en sciences sociales, et ce syndrome du déni ne peut que faire le jeu d'une propagande fondée sur des réalités, certes dérangeantes, mais incontestables. Comment éviter en ce cas les théories conspirationnistes tellement en vogue sur le Web djihadiste, alors que *fake news* et post-réalité sont à l'ordre du jour sur les deux rives de l'Atlantique ?

On ne soulignera jamais assez combien les stéréotypes de haine assénés *ad nauseam* contre l'Islam et les Musulmans font le lit de Daech, sans parler de la complicité internationale, active ou passive, dans l'abandon à leurs bourreaux des habitants arabes et sunnites d'Alep. Quelle portée peuvent donc avoir, face aux recruteurs djihadistes, de l'invocation des valeurs universalistes et du droit humanitaire quand ils sont si ouvertement bafoués s'agissant des populations musulmanes ? À cet égard, il ne faut pas sous-estimer l'impact des accusations de génocide à l'encontre des Rohingyas de Birmanie sur, entre autres, l'implantation de Daech en Asie du Sud-Est.

Il ne s'agit pas de s'écarter du sujet, mais bien plutôt d'aller au cœur même de cette dynamique mondiale. L'incapacité occidentale à mettre en conformité les discours et les actes dans le monde arabo-musulman est tout simplement dévastatrice en termes de lutte contre Daech. La tendance à la réhabilitation de Bachar al-Assad comme « moindre mal » ou les possibilités très sérieuses de retour de Nouri al-Maliki au pouvoir à Bagdad ne feront qu'accentuer ce discrédit dévastateur.

Pour l'heure, Daech a fermement implanté ses « filiales » au Sinaï et au Yémen, mais la consolidation d'un Haftar comme « homme fort » lui rouvrirait les portes de la Libye, là où les commandos djihadistes, expulsés de Syrte, sont pour l'heure contraints de nomadiser.

Il ne faut enfin pas minorer les très inquiétantes évolutions révélées par trois récents attentats : Anis al-Amri, le tueur du marché de Noël de Berlin, le 19 décembre 2016, a pu traverser l'Allemagne, les Pays-Bas et la France avant d'être abattu en Italie, ce qui pose au moins la question de réseaux de soutien transeuropéens. Abdulgadir Macharipov, l'auteur du massacre dans la discothèque La Reina, le soir du Nouvel An 2017 à Istanbul, a réussi à échapper durant deux longues semaines à la traque des forces de sécurité turques. Il est encore trop tôt pour savoir si l'opération anti-terroriste de très grande ampleur, menée sur tout le territoire turc, le 5 février 2017, a permis de démanteler les structures clandestines de soutien à la commission et au suivi de cet attentat.

L'entrée de Macharipov en Turquie via l'Iran, après un entraînement en Afghanistan, ouvre par ailleurs la perspective d'une triangulation entre l'Afghanistan, la Turquie et la Syrie, lourde de menaces à moyen terme. S'agissant de l'attaque à la machette menée au Carrousel du Louvre, le 3 février 2017, il n'est pas encore possible de déterminer s'il s'agit d'une autre forme de triangulation, tout aussi lourde de menaces entre le Golfe (Sharjah plus précisément), un pays arabe qui pourrait être la Syrie ou l'Égypte, et enfin la France.

Outre ces triangulations opérationnelles, la campagne d'Europe de Daech pourrait perdurer après la chute du califat en raison de deux types de pratiques qui rendent le travail d'infiltration, de prévention et de neutralisation par les services de sécurité particulièrement ardu. Il s'agit, d'une part, de la présence de cellules dormantes dédiées au soutien logistique, ce qui permet à ces dernières éventuellement de demeurer inaperçues. Le lien avec le crime organisé peut être ponctuel ou avéré, notamment dans la fourniture d'armes ou d'explosifs. On a évoqué la cavale d'Anis al-Amri dans plusieurs pays européens et on se rappelle que les soutiens de Mohamed Lahouaiej Bouhlel, le terroriste de Nice, en 2016, n'ont pas été tous identifiés à ce jour.

On assiste, d'autre part, à la manifestation d'un téléguidage de terroristes qui n'ont pas transité par la Syrie, et qui ne sont donc pas forcément repérés par les services de sécurité. Recrutés sur les réseaux sociaux, ces partisans de Daech sont ensuite manipulés par un donneur d'ordres par le biais de différentes messageries cryptées. On connaît, à cet égard, le rôle de Rachid Kassim, originaire de Roanne, aujourd'hui propagandiste en vue de Daech, dans au moins un attentat et un projet avorté en France. Ce téléguidage a pour l'organisation djihadiste l'inconvénient majeur de pousser des novices au passage à l'acte, avec, par exemple, à Ansbach en juillet 2016, la mort du seul terroriste.

Mais n'oublions jamais que l'objectif majeur de Daech en Europe n'est pas d'ordre militaire, mais ressort du politique, du médiatique et du symbolique. Le mythe du loup solitaire, en ce qu'il accrédite une menace omniprésente et justifie toutes les escalades répressives, sert parfaitement une telle dynamique. De plus, on voit sans peine que la combinaison du téléguidage et des cellules dormantes, outre la compartimentation des activités terroristes qu'elle permet, accrédite l'illusion corrosive du « ils sont partout ».

*(...) l'objectif majeur de Daech en Europe n'est pas d'ordre militaire, mais ressort du politique, du médiatique et du symbolique.*

De même que Daech a frappé la France un 14-Juillet et l'Allemagne sur un marché de Noël, le contexte électoral en France et en Allemagne en 2017 peut être porteur de nouvelles menaces terroristes. Pour l'heure, les sociétés française et allemande ont tenu bon face au chantage terroriste, de même qu'à la haine et aux surenchères démagogiques, voire racistes. Le Collectif contre l'islamophobie en France, organisation non-gouvernementale, au regard volontiers critique, constate même une régression de 36 % en 2016 des actes qu'il considère comme antimusulmans. Et ni la France, ni l'Allemagne n'ont été endeuillés par une attaque comme celle qui a fait six morts en janvier 2017 à Québec.

Aujourd'hui, la reconquête de Raqqa est une condition indispensable, mais de moins en moins suffisante, à une mobilisation réussie de la communauté internationale contre Daech. Plus on tarde à expulser l'organisation d'Abou Bakr al-Baghdadi hors de Raqqa, plus les éventuels avantages à attendre de cette expulsion dans la lutte anti-terroriste seront aléatoires. Et si cette « libération » de Raqqa n'est pas opérée par des forces arabes et sunnites, mais par des milices kurdes ou chiites, voire un contingent étranger, alors le remède risque d'être pire que le mal.

La dynamique mondiale de Daech est, toutes choses égales, par ailleurs, appelée à se poursuivre, voire à se développer, ce qui ne peut qu'encourager la campagne d'Europe de la terreur djihadiste.



---

NOTES

---



- 1 Daech est l'acronyme arabe désignant l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), également connu sous le nom d'État islamique en Irak et en Syrie (EIIIS).
- 2 Shehab Khan, « Ramadi 'liberated from Isis', Iraqi military spokesman says », *The Independent*, 28 décembre 2015, <http://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/iraqi-forces-take-full-control-of-central-ramadi-in-key-victory-against-isis-a6787921.html> ; Kareem Shaheen, « Iraqi troops seize control of districts of Fallujah from ISIS », *The Guardian*, 30 mai 2016, <https://www.theguardian.com/world/2016/may/30/iraqi-forces-enter-fallujah-in-attempt-to-drive-out-islamic-state>.
- 3 "Iraq suspends Mosul offensive after coalition airstrike atrocity", *The Guardian* ; 25 mars 2017.
- 4 Alors que son attitude violemment « exclusionniste » a rendu presque impossibles les recherches détaillées sur Daech, plusieurs analyses portant sur le groupe ont fait surface dans les mois suivant la prise de Mossoul. Parmi les premières analyses les plus pénétrantes effectuées dans le but de comprendre Daech, figurent les études suivantes : Patrick Cockburn, *The Rise of Islamic State: ISIS and the New Sunni Revolution*, Londres, Verso, 2014 ; Charles Lister, « Profiling the Islamic State », *Analysis Paper*, n° 13, Doha, Brookings Doha Center, novembre 2014 ; Charles Lister, *The Syrian Jihad: Al-Qaeda, the Islamic State and the Evolution of an Insurgency*, Londres, Hurst & Co, 2015 ; Ahmed S. Hashim, « The Islamic State: From Al-Qaeda Affiliate to Caliphate », *Middle East Policy*, vol. XXI, n° 4, hiver 2014, p. 69 à 83 ; Michael Weiss et Hassan Hassan, *ISIS: Inside the Army of Terror*, New York, Regan Arts, 2015 ; Jessica Stern et J.M. Berger, *ISIS: The State of Terror*, Londres, William Collins, 2015 ; William McCants, *The ISIS Apocalypse: The History, Strategy, and Doomsday Vision of the Islamic State*, New York, St. Martin's Press, 2015.
- 5 Pour en savoir davantage sur ces périodes de l'histoire récente de l'Irak, voir Gareth Stansfield, *Iraq: People, History, Politics* (2<sup>e</sup> éd.), Cambridge, Polity, 2016.
- 6 Voir Campbell MacDiarmid, « The battle to retake Mosul is stalemated », *Foreign Policy*, 22 décembre 2016 ; Ghaith Abdul-Ahad, « The battle for Mosul: 'I have never seen such hard fighting like this' », *The Guardian*, 1<sup>er</sup> février 2017, <https://www.theguardian.com/world/2017/feb/01/battle-for-mosul-iraq-isis-fighting>.
- 7 L'auteur préfère employer le terme « traditionnelle » plutôt que le terme « modérée » lorsqu'il parle de la rébellion, car ce dernier fait implicitement référence au propre système de valeurs des observateurs extérieurs, le plus souvent des Occidentaux.
- 8 Réveil.
- 9 Prosélytisme.
- 10 Voir <http://jihadology.net/2016/07/06/new-video-message-from-the-islamic-state-the-structure-of-the-caliphate/>.



ANNEXE A

---

## ORDRE DU JOUR

---



# COMPRENDRE L'APRÈS-DAECH

Atelier à huis clos dirigé conjointement par le programme de liaison-recherche du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) et Interaxions, le cercle de réflexion de la Direction Générale de la Sécurité Extérieure (DGSE)

16 février 2017

---

## ORDRE DU JOUR

---

- |                   |   |
|-------------------|---|
| 9 h - 9 h 15      | Objectif et contexte de l'atelier   |
| 9 h 15 - 10 h 45  | <b>Irak et Syrie : état des lieux</b>   |
| 10 h 45 - 11 h 15 | Pause   |
| 11 h 15 - 12 h 45 | <b>Comprendre l'hydre Daech</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Évolution de la structure et de la stratégie de Daech</li><li>• Combattants étrangers : retour en Occident, dispersion?</li></ul> |
| 12 h 45           | Mot de clôture  |



ANNEXE B

---

## LA LIAISON-RECHERCHE AU SCRS

---



## **Le renseignement dans un monde en évolution**

On dit souvent que le monde évolue de plus en plus rapidement. Analystes, commentateurs, chercheurs et autres - associés ou non à un gouvernement - acceptent peut-être ce cliché, mais la plupart commencent seulement à comprendre les conséquences très réelles de ce concept pourtant abstrait.

La sécurité mondiale, qui englobe les diverses menaces pour la stabilité et la prospérité géopolitiques, régionales et nationales, a profondément changé depuis la chute du communisme. Cet événement a marqué la fin d'un monde bipolaire organisé selon les ambitions des États-Unis et de l'ancienne URSS et les tensions militaires en résultant. Détruisant rapidement la théorie de « fin de l'histoire » des années 1990, les attentats terroristes contre les États-Unis en 2001, ainsi que des actes terroristes subséquents dans d'autres pays, ont depuis modifié ce qu'on entend par sécurité.

La mondialisation, l'évolution rapide de la technologie et la sophistication des moyens d'information et de communication ont eu une incidence sur la nature et le travail des gouvernements, y compris des services de renseignements. En plus des conflits habituels entre États, il existe désormais un large éventail de problèmes de sécurité transnationale découlant de facteurs non étatiques, et parfois même non humains. Ces problèmes vont du terrorisme, des réseaux illégaux et des pandémies à la sécurité énergétique, à la concurrence internationale pour les ressources et à la dégradation mondiale de l'environnement. Les éléments de la sécurité mondiale et nationale sont donc de plus en plus complexes et interdépendants.

### **Notre travail**

C'est pour mieux comprendre ces enjeux actuels et à venir que le SCRS a lancé, en septembre 2008, son programme de liaison-recherche. En faisant régulièrement appel aux connaissances d'experts au moyen d'une démarche multidisciplinaire, axée sur la collaboration, le Service favorise une compréhension contextuelle des questions de sécurité pour le bénéfice de ses propres experts ainsi que celui des chercheurs et des spécialistes avec qui il s'associe. Ses activités visent à établir

une vision à long terme des différentes tendances et des divers problèmes, à mettre en cause ses hypothèses et ses préjugés culturels, ainsi qu'à affiner ses moyens de recherche et d'analyse. crucial d'en définir les objectifs et de bien évaluer les ressources nécessaires.

Pour ce faire, nous :

- nous associons activement à des réseaux d'experts de différents secteurs, dont l'administration publique, les groupes de réflexion, les instituts de recherche, les universités, les entreprises privées et les organisations non gouvernementales (ONG), tant au Canada qu'à l'étranger. Si ces réseaux n'existent pas déjà, nous pouvons les créer en collaboration avec différentes organisations;
- stimulons l'étude de la sécurité et du renseignement au Canada, favorisant ainsi une discussion publique éclairée à propos de l'histoire, de la fonction et de l'avenir du renseignement au Canada.

Dans cette optique, le programme de liaison-recherche du Service emprunte de nombreuses avenues. Il soutient, élabore, planifie et anime plusieurs activités, dont des conférences, des séminaires, des études, des exposés et des tables rondes.

Nous n'adoptons jamais de position officielle sur quelque question, mais les résultats de plusieurs de nos activités sont publiés sur le site Web du SCRS au [www.csis-scrs.gc.ca](http://www.csis-scrs.gc.ca). Par la publication des idées émergeant de nos activités, nous souhaitons alimenter le débat et favoriser l'échange d'opinions et de perspectives entre le Service, d'autres organisations et divers penseurs.

ANNEXE C

---

## INTERAXIONS

---



## **Interaxions**

Malgré la multiplication des sources d'information à l'heure du numérique, le savoir devient de plus en plus complexe, fragmenté. Dans un environnement international qui voit se multiplier les crises, les facteurs de risque et les acteurs, nous devons non seulement accompagner, mais aussi anticiper ces évolutions.

Interaxions, le cercle de réflexion de la Direction Générale de la Sécurité Extérieure (DGSE), constitue un lieu de rencontre privilégié pour nourrir les échanges avec le monde académique et universitaire ainsi que les entreprises, axés sur le seul critère de l'excellence.

Chacun, par son expérience et par son approche spécifique, détient une des multiples clés de compréhension des enjeux. Interaxions contribue au décroisement et au dialogue entre les différents acteurs de la réflexion stratégique afin de fournir une lecture neutre et objective de la réalité dans l'aide à la décision.

Interaxions se situe au carrefour des connaissances pour mieux comprendre le présent et anticiper l'avenir.